



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/585  
S/1994/1220  
31 octobre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Quarante-neuvième session

Point 42 de l'ordre du jour

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE :

PROCESSUS D'ÉTABLISSEMENT D'UNE PAIX  
FERME ET DURABLE ET PROGRÈS RÉALISÉS  
DANS LA STRUCTURATION D'UNE RÉGION  
DE PAIX, DE LIBERTÉ, DE DÉMOCRATIE  
ET DE DÉVELOPPEMENT

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Quarante-neuvième année

Note du Secrétaire général

On trouvera ci-joint le douzième rapport du Directeur de la Division des droits de l'homme de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador (ONUSAL) pour la période du 1er juillet au 30 septembre 1994. On se souviendra (voir S/23999, par. 3) qu'il avait été décidé que les activités que l'ONUSAL entreprendrait en application de l'Accord de San José relatif aux droits de l'homme (A/44/971-S/21541, annexe) feraient l'objet d'une série de rapports distincts.



Annexe

DOUZIÈME RAPPORT DU DIRECTEUR DE LA DIVISION DES DROITS DE L'HOMME DE  
LA MISSION D'OBSERVATION DES NATIONS UNIES EN EL SALVADOR (ONUSAL)

(1er juillet-30 septembre 1994)

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 5	3
II. LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS : UNE TÂCHE INACHEVÉE MAIS EN BONNE VOIE . . . . .	6 - 69	3
A. L'administration de la justice . . . . .	8 - 18	4
B. Les réformes législatives . . . . .	19 - 22	6
C. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme . . . . .	23 - 31	7
D. La Police nationale civile . . . . .	32 - 48	9
E. La situation du système pénitentiaire . . . . .	49 - 62	12
F. Les organisations non gouvernementales . . . . .	63 - 67	15
G. Les forces armées . . . . .	68 - 69	16
III. VÉRIFICATION . . . . .	70 - 104	16
A. Droit à la vie . . . . .	70 - 88	16
1. Exécutions arbitraires ou extrajudiciaires . . . . .	71 - 77	16
2. Menaces de mort . . . . .	78 - 88	18
B. Droit à l'intégrité de la personne . . . . .	89 - 99	19
1. Tortures . . . . .	89 - 95	19
2. Mauvais traitements . . . . .	96 - 99	20
C. Droits à la sécurité de la personne . . . . .	100	21
Disparitions forcées ou involontaires . . . . .	100	21
D. Droit à la liberté de la personne . . . . .	101 - 104	21
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS . . . . .	105 - 106	22
V. STATISTIQUES . . . . .		26

/...

## I. INTRODUCTION

1. La Division des droits de l'homme a informé périodiquement le Secrétaire général de la situation des droits fondamentaux en El Salvador en s'appuyant essentiellement sur les enquêtes qu'elle a menées sur les cas ou allégations de violation de ces droits. Elle a par ailleurs établi des statistiques sur l'évolution de l'état des droits fondamentaux au cours de périodes déterminées et sur le long terme, sur la base des plaintes qu'elle a déclarées recevables.
2. Il convient toutefois de souligner à cet égard qu'il ne suffit pas de quantifier ces plaintes pour déterminer si le système de protection des droits fondamentaux en El Salvador progresse ou régresse, dans la mesure où les écarts entre les chiffres obtenus peuvent avoir de multiples origines et se présenter sans solution de continuité; il faut aussi et surtout tenir compte de l'état des institutions juridiques et politiques qui ont pour mission de garantir le respect des droits fondamentaux et qui, à ce stade du processus de paix, devraient pouvoir assurer la pérennité des acquis.
3. Sans pour autant négliger de vérifier le bien-fondé des plaintes pour violation des droits fondamentaux, l'ONUSAL s'est donc de plus en plus attachée, dans le cadre de ses activités de vérification active, à mesurer l'efficacité de ces institutions afin d'évaluer globalement la situation et de déterminer si la protection des droits fondamentaux aura atteint un degré suffisant de "développement durable" à l'issue de son mandat : en effet, c'est bien aux institutions salvadoriennes permanentes qu'incombe la pleine responsabilité de la défense des droits fondamentaux et non pas à la Mission, qui est un mécanisme exceptionnel et provisoire appelé à disparaître peu à peu de la scène nationale.
4. C'est ainsi que la Division des droits de l'homme s'est associée, depuis le mois de juillet, avec le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme pour déterminer la recevabilité des plaintes qui lui ont été présentées et mener les enquêtes éventuelles. Parallèlement et dans le même esprit, la Division coopère davantage avec les institutions responsables de la protection des droits fondamentaux et de l'administration de la justice afin de les aider à se restructurer et à accroître leur efficacité dans le respect des règles fixées par les parties aux Accords de paix.
5. Compte tenu des considérations qui précèdent, le présent rapport a pour objet d'informer le Secrétaire général et, par son intermédiaire, le Conseil de sécurité de la situation des droits fondamentaux en El Salvador, en particulier du point de vue du degré de développement et de maturité des institutions chargées de la défense et de la promotion de ces droits. C'est pourquoi il ne suit pas le même plan que les rapports précédents : le deuxième chapitre porte sur le renforcement des institutions et le troisième fait le point des activités de vérification active auxquelles les plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL ont donné lieu.

## II. LE RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS : UNE TÂCHE INACHEVÉE MAIS EN BONNE VOIE

6. La protection et le respect effectif des droits fondamentaux en El Salvador dépendent de la consolidation de l'État de droit et de la démocratie, c'est-à-dire essentiellement de la mise en place et du bon fonctionnement des

/...

institutions et des systèmes de protection des droits fondamentaux prévus dans les Accords de paix. Cette consolidation, quoique inachevée, est en bonne voie.

7. L'élection de la nouvelle Cour suprême de justice, qui devrait permettre de restructurer et d'épurer l'appareil judiciaire; le déploiement progressif, sur le territoire national, du Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, et les mesures visant à renforcer son action; la poursuite du déploiement de la Police nationale civile, la nomination, au cours de la période considérée, de l'inspecteur général de cette dernière et l'adoption de mesures visant à pallier les insuffisances de ce nouvel organe : ce sont là autant de progrès qui permettent d'affirmer que les institutions sont en voie de consolidation et que les recommandations concernant l'administration de la justice et les droits fondamentaux auxquelles il n'a pas encore été donné suite ont de bonnes chances d'être appliquées. Des retards graves et préoccupants, cependant, sont à signaler, comme, par exemple, en ce qui concerne l'adhésion à certains instruments internationaux et la réforme de la législation.

#### A. L'administration de la justice

8. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, l'Assemblée législative — fait sans précédent dans la vie nationale — a élu par consensus d'éminents juristes représentatifs à la nouvelle Cour suprême de justice. On peut voir là, sans aucun doute, l'une des manifestations les plus encourageantes des progrès du pluralisme politique et de la démocratie en El Salvador et l'on peut dire que les conditions sont réunies pour que la Cour puisse affirmer son indépendance et son autonomie, qualités qui lui sont indispensables en tant qu'organe judiciaire suprême.

9. Dès leur entrée en fonctions, les juges de la Cour ont exprimé leur intention de procéder à la révision et à la restructuration de l'administration judiciaire et à l'épuration de la magistrature, étapes préalables à la réforme en profondeur de l'appareil judiciaire, qui, comme les juges eux-mêmes l'ont indiqué, exige toute une gamme de mesures.

10. La volonté des juges n'a pas tardé à se concrétiser puisque la réorganisation de l'appareil judiciaire a déjà commencé. Dans mon onzième rapport, j'avais rappelé mon inquiétude concernant la manière dont l'ancien Directeur de l'Institut de médecine légale s'acquittait de ses fonctions. À cet égard, précisément, la nouvelle Cour suprême a pris des mesures pour que l'Institut soit régi sans délai selon les termes fixés par la loi et a en outre nommé à sa direction une spécialiste réputée et respectée. Par ailleurs, elle a examiné avec intérêt les informations que lui a transmises l'ONUSAL concernant des magistrats dont le comportement professionnel, selon des plaintes vérifiées, laisse à désirer et fait l'objet d'une enquête du Conseil national de la magistrature.

11. Au cours des mois d'août et septembre, la Division des droits de l'homme a organisé au niveau national, en étroite coordination avec le Conseil national de la magistrature et son École de la magistrature (et avec l'appui de l'Union européenne), une série de cours visant à permettre aux magistrats, aux juges de première instance et aux juges de paix de se familiariser avec les normes internationales relatives aux droits fondamentaux qui ont été intégrées dans la législation salvadorienne afin que, dans leurs délibérations et jugements, ils les appliquent préférentiellement et conformément aux normes nationales en

/...

vigueur, sur lesquelles elles prévalent. Ces cours ont été également suivis par des procureurs préalablement choisis par le parquet.

12. Dans le cadre de cette coopération, une enquête effectuée de manière anonyme auprès des juges de paix, des juges de première instance et des procureurs a permis d'obtenir de précieuses informations sur la manière dont les juges perçoivent le fonctionnement du système judiciaire et d'établir qu'ils partagent en général l'opinion des procureurs à ce sujet.

13. Certaines réponses sont éclairantes. Par exemple, 71 % des juges de première instance et pas moins de 91,3 % des juges de paix estiment que les droits fondamentaux ne sont pas suffisamment respectés. Par ailleurs, une importante proportion des juges de paix (29,6 %) estiment que les pressions hiérarchiques constituent le principal obstacle à l'indépendance des juges, 34 % des juges de première instance étant de cet avis. Ce sondage démontre donc une fois de plus qu'il est nécessaire d'appliquer des réformes visant à garantir l'autonomie et l'indépendance des juges par rapport à leurs supérieurs. Il révèle aussi, à l'égard de la situation des droits fondamentaux, une attitude critique qui porterait en principe à faire preuve de dynamisme en apportant des réponses appropriées.

14. Par ailleurs, le fait que 30,7 % des juges de paix et 27,7 % des juges de première instance déclarent que ce sont leurs relations avec le parquet qui leur causent le plus de problèmes montre à nouveau qu'il est nécessaire d'augmenter le nombre des avocats commis à la défense et d'approfondir leur formation au moyen de cours et de publications, tâche que l'École de la magistrature pourrait remplir avec l'appui de la communauté internationale.

15. Dans un autre ordre d'idées, interrogés sur les réformes législatives qui leur paraissent les plus urgentes, les juges citent, dans l'ordre, l'adoption, en deuxième lecture, des réformes constitutionnelles en cours; l'adoption des projets de code pénal, de code de procédure pénale et de loi pénitentiaire; l'adoption de mesures rendant obligatoire l'application du principe d'irrecevabilité des aveux extrajudiciaires; l'élaboration et l'adoption d'un projet de loi sur l'habeas corpus; et, enfin, la réglementation des modalités d'arrestation et la réduction des périodes de détention administrative. Ces préoccupations rejoignent les recommandations de la Commission de la vérité et de la Division des droits de l'homme.

16. S'agissant des principales faiblesses de l'administration de la justice susceptibles de porter atteinte aux garanties d'une procédure régulière, les juges de paix et les juges de première instance s'accordent à mettre au premier rang le nombre élevé de détenus qui n'ont pas été jugés. Les juges de paix citent ensuite, dans l'ordre, la non-application du principe d'irrecevabilité des aveux obtenus par la force, les carences de la justice dans les cas de détention arbitraire, l'absence de magistrats lors de l'instruction de certaines affaires importantes et, enfin, les carences de la justice dans des affaires impliquant des décès. Les juges de première instance citent en deuxième lieu, quant à eux, l'absence de magistrats lors de l'instruction de certaines affaires importantes, puis la non-application du principe d'irrecevabilité des aveux obtenus par la force, les carences de la justice dans les cas de détention arbitraire et, enfin, les carences de la justice dans des affaires impliquant des décès.

/...

17. Il faut donc, conformément à ces données, que la nouvelle Cour suprême de justice remédie d'urgence à cet état de choses, notamment en effectuant des contrôles, et que le Conseil national de la magistrature – par l'intermédiaire de son école de formation – et le Ministère de la justice se concertent pour rechercher des solutions à court terme.

18. La nomination des membres de la nouvelle Cour suprême augure bien du renforcement du système judiciaire salvadorien. Si l'administration de la justice pose des problèmes graves et complexes dont la solution exige un effort soutenu et de longue haleine, certaines recommandations d'une importance capitale pour la mise en chantier des réformes du système judiciaire peuvent néanmoins être appliquées à bref délai. C'est le cas, notamment, des recommandations concernant la restructuration et l'épuration de l'appareil judiciaire, dont l'application commence à progresser grâce à la détermination de la nouvelle Cour. Toutefois, d'autres réformes dont l'importance a été soulignée par les juges et les procureurs enquêtés et qui vont dans le sens des recommandations répétées de la Division des droits de l'homme et de la Commission de la vérité n'ont malheureusement pas bénéficié de l'impulsion que l'on peut et que l'on doit leur donner. C'est le cas, notamment, de l'adoption des réformes législatives, dont le retard inexplicable est actuellement l'un des principaux obstacles à l'amélioration de l'administration de la justice et de la protection des droits fondamentaux en El Salvador.

#### B. Les réformes législatives

19. Je dois faire part ici de mon inquiétude face au retard considérable de ces réformes. Au cours de la période à l'examen, les progrès réalisés dans ce domaine ont été négligeables. Les réformes constitutionnelles adoptées en première lecture par la précédente Assemblée législative, qui reprennent certaines des recommandations de la Division des droits de l'homme et de la Commission de la vérité, n'ont toujours pas été adoptées. Il en va de même pour les projets de code pénal, de code de procédure pénale et de loi pénitentiaire, et ce, bien que les projets de code aient été présentés à l'Assemblée législative au mois de mai et le projet de loi pénitentiaire au mois de juin.

20. De plus, le fait que le code pénal et le code de procédure pénale n'ont toujours pas été adoptés retarde l'adoption d'une série de réformes partielles recommandées et introduites dans les projets, qui portent notamment sur la réduction de la période de détention administrative, la réglementation du comportement des fonctionnaires chargés de l'application des lois dans des termes garantissant le respect des droits fondamentaux, l'irrecevabilité des aveux extrajudiciaires et la réglementation des principales modalités d'arrestation. Certes, des réformes d'une telle complexité exigent des examens particulièrement minutieux au sein des commissions législatives, mais cela ne devrait pas empêcher leur application rapide.

21. De même, les recommandations concernant l'habeas corpus et l'amélioration du Conseil national de la magistrature par la modification de sa composition et de ses attributions et l'adoption d'une nouvelle loi relative à la carrière judiciaire sont restées sans suite et n'ont pas encore fait l'objet de projets de loi. Il en va de même pour la recommandation tendant à abroger l'ancienne loi de police de 1886.

/...

22. Il est également inquiétant qu'El Salvador n'ait pas adhéré à certains instruments internationaux ou ne les ait pas ratifiés – en particulier, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>a</sup>, la Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture<sup>b</sup> et le Protocole additionnel à la Convention américaine relative aux droits de l'homme traitant des droits économiques, sociaux et culturels<sup>c</sup> – et qu'il n'ait pas reconnu la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme en matière de règlement des conflits. Son système de protection des droits fondamentaux serait grandement renforcé s'il ratifiait ces instruments.

C. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme

23. Le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme, qui est issu des Accords de paix, est l'institution nationale qui est dotée des plus grands pouvoirs en matière de défense et de promotion des droits de l'homme et à qui incombent de ce fait les plus grandes responsabilités en la matière. L'ONUSAL devant se retirer prochainement d'El Salvador, la concrétisation des pouvoirs du Bureau revêt un caractère urgent et impératif. C'est pour cette raison que j'ai indiqué au Secrétaire général, dans mon précédent rapport, que je le tiendrais informé de l'évolution de la situation à cet égard.

24. Vu le caractère provisoire de l'ONUSAL, la Division des droits de l'homme a rappelé à de très nombreuses reprises qu'il fallait que le Bureau s'emploie plus résolument à améliorer son fonctionnement et n'a cessé d'exhorter le Gouvernement et la communauté internationale des donateurs à collaborer avec elle à cette fin. En ce qui me concerne, j'ai réservé une part importante des ressources de la Division des droits de l'homme à la coopération technique avec le Bureau pour qu'il puisse fonctionner de manière adéquate.

25. À cet égard, je dois dire que je suis satisfait des progrès réalisés au cours de la période considérée. La coopération entre l'ONUSAL et le Bureau repose sur un programme d'assistance technique en matière de réception et de qualification des plaintes et d'enquête sur les faits ou situations pouvant constituer des violations des droits de l'homme. Ce programme a été appliqué dans la totalité des agences du Bureau et fait appel à un système en vertu duquel les plaintes adressées à l'ONUSAL, lorsqu'elles ne sont pas confidentielles pour leurs auteurs, sont transmises au Bureau, où elles font ensuite l'objet d'une enquête conjointe.

26. Aux fins de ce système, qui est appliqué depuis le mois de juillet, la Division des droits de l'homme détache en permanence des juristes et des policiers qui dirigent les tâches de réception, d'enregistrement et de qualification des plaintes ainsi que les enquêtes y relatives dans les agences du Bureau. L'ONUSAL peut ainsi continuer à s'acquitter de sa mission de vérification tout en faisant en sorte que le Bureau prenne graduellement en charge les plaintes de violation des droits fondamentaux et que ses agences bénéficient d'une assistance technique permanente.

27. Ce système s'est montré efficace à plus d'un titre : il permet à l'ONUSAL de transmettre son expérience dans les domaines juridique et policier aux fonctionnaires du Bureau, de familiariser ces derniers avec les normes du droit international concernant les droits fondamentaux, de leur apprendre à appliquer

/...

ces normes dans la réalité quotidienne et de les aider à adopter, avec les ajustements nécessaires, les principes d'analyse et les définitions et critères fonctionnels communément acceptés dans le domaine des droits de l'homme.

28. Grâce à la collaboration avec l'ONUSAL, le Bureau a pu élargir son champ d'action dès le mois de juillet. Il s'occupe désormais de la plupart des plaintes – ce qui tient en partie au fait que l'ONUSAL lui transmet celles qui lui sont adressées – et a accru ses capacités d'enquête grâce à la coopération permanente de fonctionnaires de la Mission. Ses nouvelles activités, qui coïncident avec la mise en chantier d'une réforme de son système d'action appuyée par le PNUD, ont entraîné une augmentation sensible du nombre de ses décisions. Pendant les seuls mois d'août et de septembre, il en a en effet pris 47, contre 27 entre les mois de janvier et de juillet. Mais il faudra qu'il se dote d'un mécanisme efficace de suivi qui lui permette d'en contrôler l'application. Enfin, sa coopération avec la Mission a permis au Bureau d'améliorer sa capacité en matière de systématisation, d'analyse et d'information concernant la situation des droits de l'homme dans le pays.

29. D'une manière générale, on peut dire que la coopération entre l'ONUSAL et le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme a abouti à la mise en place d'un mécanisme de liaison grâce auquel le Bureau pourra bientôt prendre le relais de la Mission en matière de vérification du respect des droits fondamentaux, ce qui permettra d'éviter des troubles lorsque la Mission se retirera définitivement. Il est d'ailleurs très rassurant de constater à cet égard que la population cherche de plus en plus à faire valoir ses droits auprès du Bureau, ce que les observateurs de l'ONUSAL ne cessent d'ailleurs de l'encourager à faire.

30. Les activités de coopération en matière de vérification ont été complétées par des séminaires de formation consacrés à des questions relatives aux droits fondamentaux. Par ailleurs, des stages de formation approfondie aux techniques de qualification des violations de ces droits ont été organisés, ce qui a eu pour effet de renforcer sensiblement les activités de vérification. De plus, comme ces stages étaient également consacrés aux techniques des enquêtes policières et judiciaires sur les allégations de violation des droits fondamentaux ainsi qu'à l'administration de la justice et à la criminalistique, le Bureau est mieux à même désormais de s'assurer de la légalité des enquêtes menées par ses services. L'ONUSAL continuera à appuyer l'organisation de ces stages de formation approfondie, dont le prochain calendrier a déjà été convenu.

31. Il convient de souligner qu'au moment où le présent rapport est établi, le Bureau, qui continue à se déployer à l'échelon national, compte huit délégations départementales et s'apprête à en inaugurer deux autres. Cependant, bon nombre d'entre elles fonctionnent dans des conditions précaires, du fait qu'elles manquent de personnel qualifié et des ressources techniques et logistiques nécessaires, en raison, notamment, des restrictions budgétaires. Il faudra donc que la volonté politique du Gouvernement salvadorien de renforcer le Bureau, telle qu'elle ressort du discours que le Président de la République salvadorienne a prononcé devant l'Assemblée générale des Nations Unies réunie en séance plénière à sa quarante-neuvième session, se concrétise par une augmentation sensible de l'enveloppe budgétaire allouée au Bureau.



#### D. La Police nationale civile

32. Le déploiement de la Police nationale civile (PNC) s'est fait à un rythme accéléré et dans un climat d'insécurité pour les citoyens. Parallèlement au déploiement des effectifs sur le territoire, la qualité des interventions policières doit s'améliorer de façon marquée. Dans cette perspective, l'ONUSAL a mené de nombreuses activités en coopération avec la PNC. En septembre, un programme de vérification a été mené à bien dans tous les postes, délégations et sous-délégations de la PNC, en étroite collaboration avec la direction de cette institution. Les activités destinées à promouvoir et à renforcer l'institution policière dans le cadre des Accords de paix ont aussi compris la tenue d'ateliers de formation à l'intention de cadres de la police, l'élaboration et la publication d'un Guide des normes et procédures régissant la PNC et, plus récemment, l'organisation de cours de perfectionnement pour les cadres. Toutefois, la PNC devra déployer des efforts soutenus et faire preuve d'une plus grande souplesse afin d'adopter les mesures correctives nécessaires.

33. Les services de sécurité dont dispose maintenant El Salvador reposent sur une nouvelle doctrine. Le défi est considérable : il s'agit de faire entrer dans les moeurs le concept même de police, dégagé de toute conception militariste et répressive. Les carences de certaines institutions, notamment de l'appareil judiciaire, auxquelles vient s'ajouter la résistance de groupes minoritaires, font partie des facteurs qui entravent le fonctionnement de la PNC. À cet égard, trois incidents troublants, au cours desquels la vie du Directeur de la Police nationale civile s'est trouvée menacée, me causent une vive préoccupation. Bien que les délits en question semblent relever du droit commun, certains les interprètent comme des actes dirigés contre l'institution policière. C'est dans ce contexte complexe que j'ai reçu des plaintes faisant état d'atteintes aux droits de l'homme attribuées à des éléments de la PNC.

34. Au cours de la période considérée, la Division des droits de l'homme a déclaré recevables 87 plaintes dirigées contre la PNC. Dans 26 cas, les enquêtes ont permis d'établir les violations dénoncées. Dans 21 cas, le résultat des enquêtes a indiqué qu'il n'y avait pas eu atteinte aux droits de l'homme; 7 plaintes ont été impossibles à vérifier faute d'éléments objectifs; et 33 cas, qui font actuellement l'objet d'enquêtes, sont en instance.

35. Au cours de la période considérée, les plaintes relatives à des violations du droit à la vie ont été au nombre de neuf (soit 10,3 % du total) dont huit concernant des exécutions arbitraires (trois établies et cinq en instance), et une, des menaces de mort, qui ont été établies. Les cas avérés d'exécution arbitraire concernent les personnes suivantes : Rodolfo Iraheta Contreras, 68 ans, tué par balles le 16 septembre 1994 par un agent de la PNC qui était intervenu dans un conflit familial violent au domicile de la victime, dans le quartier Iberia de San Salvador; Pedro Osmín Iraheta, tué par balles par une patrouille de la PNC le 7 août 1994, sur un chemin vicinal du canton de San Felipe (département de San Vicente), alors que, se trouvant en état d'ébriété, il n'avait pas obtempéré à l'ordre de s'arrêter; et Orlando Saravia Rodríguez, tué le 18 septembre 1994 à El Tránsito (San Miguel), au cours d'une opération menée par des éléments de la PNC en civil.

36. Il convient de souligner que les exécutions arbitraires signalées ne constituent pas des actes prémédités de la part des policiers impliqués, et encore moins une pratique policière systématique. On constate en revanche dans

/...

toutes ces affaires que les forces de police font un usage excessif des armes à feu et ont tendance à entraver le cours des enquêtes qui suivent, allant parfois jusqu'à falsifier les indices et à dénaturer le lieu du crime. Dans le cas du décès d'Iraheta Contreras, les témoins ont déclaré que la victime blessée était restée longtemps sans secours, tandis que les agents impliqués cherchaient quelqu'un susceptible de confirmer leur version des faits. Des anomalies ont aussi été constatées dans le cas d'Osmín Iraheta, à San Vincente : le lieu du crime a été modifié et les déclarations des policiers en cause sont en contradiction avec celles des différents témoins. De même, on a relevé des irrégularités en ce qui concerne le décès d'Orlando Saravia à San Miguel : les membres de la PNC ont attendu quatre heures avant de remettre le cadavre à l'Institut médico-légal, un incident s'est produit avec les médecins de l'Institut et avec le juge compétent, et la version des faits donnée par les policiers est en contradiction avec celle des témoins.

37. En ce qui concerne le droit à l'intégrité de la personne, on a enregistré 28 plaintes (soit 32,2 % du total), concernant 2 cas de torture (l'un confirmé, l'autre faisant l'objet d'une enquête); 13 cas de mauvais traitements (3 établis, 4 dans lesquels aucune violation n'a été constatée et 6 faisant l'objet d'une enquête; et 13 cas d'emploi excessif de la force (2 établis, 5 pour lesquels aucune violation n'a été constatée et 7 en instance). Le cas de torture avéré est traité dans la partie correspondante du présent rapport.

38. En ce qui concerne le droit à la liberté de la personne, l'ONUSAL a reçu 37 plaintes, dont 29 portaient sur des cas de détention arbitraire (9 établis, 13 dans lesquels aucune violation n'a été constatée et 7 en instance); 2 cas de détention arbitraire imputable à une erreur de la police (en instance); 6 cas d'atteinte aux garanties d'une procédure régulière (4 établis et 2 dans lesquels aucune violation n'a été constatée). Les autres plaintes concernent des atteintes au droit à la sécurité de la personne (5,7 %) et des atteintes aux garanties d'une procédure régulière (9,2 %).

39. Une étude générale des informations disponibles permet de classer les principales violations dénoncées en deux catégories. La première comprend les violations résultant de la méconnaissance ou de l'interprétation erronée des règles en vigueur de la part des policiers, comme dans le cas des détentions arbitraires. Le fait qu'il n'existe pas de système juridique unifié, clair et concret dans lequel les attributions des policiers soient définies avec précision est aggravé par le faible niveau de la formation juridique de base dispensée aux membres de la PNC à l'Académie nationale de la sécurité publique. À l'occasion de la vérification, on a pu constater également que dans certains cas, l'assistance juridique dont disposait la PNC laissait à désirer et n'était pas toujours conforme à la nouvelle doctrine de l'institution policière, ce qui entraînait des procédures irrégulières. Il faut ajouter à cela les carences de l'appareil judiciaire et de la défense, qui sont souvent à l'origine des détentions arbitraires.

40. On a aussi pu constater que, dans certains cas, les irrégularités commises par les policiers étaient dues à un manque d'autorité au sein de la PNC. Les cadres, de même que les agents, ne reçoivent pas de directives claires, fermes et uniformes, et les policiers ont tendance à combler par des initiatives personnelles le manque d'ordres précis.

/...

41. La seconde catégorie de violations vise celles qui reflètent des comportements plus complexes et plus graves, et ne sont pas simplement le résultat d'une négligence ou d'une ignorance des procédures. Elle comprend essentiellement les plaintes relatives aux exécutions arbitraires, aux mauvais traitements et à l'usage excessif de la force. Les exécutions arbitraires rapportées sont toutes la conséquence directe d'un usage excessif de la force de la part des policiers dans l'exercice de leurs fonctions. Une constante est l'emploi d'armes à feu dans tous les cas. Le problème est chronique et est apparu dans toutes les activités de formation et de coopération technique que l'ONUSAL a menées en liaison avec la PNC.

42. Les atteintes à l'intégrité de la personne qui ont été dénoncées semblent dénoter de la part des nouvelles forces de police un comportement préoccupant auquel il convient de mettre un terme. Il ne semble pas normal que, dans certains cas, les responsables hiérarchiques de la PNC prétendent "ignorer" des faits susceptibles de constituer des atteintes aux droits de l'homme, ou qu'ils aient un comportement – actif ou passif – susceptible d'entraver les enquêtes tant internes qu'externes.

43. Les responsables des délégations, sous-délégations et postes de police où les faits dénoncés se sont produits et ceux des unités de contrôle et d'enquête disciplinaire n'ont pas tous le même comportement. Dans certains cas, on constate que la réaction des autorités n'est pas claire et énergique; dans d'autres, il existe des signes encourageants dénotant une volonté de mener l'enquête à son terme. Toutefois, il n'apparaît pas que les procédures disciplinaires internes soient appliquées avec la rigueur nécessaire dans cette phase constitutive de la PNC.

44. Avec les Accords de paix, El Salvador a adopté une nouvelle doctrine en matière de sécurité, conforme aux normes et principes internationaux, et dans le cadre de laquelle il était prévu d'instituer une nouvelle Police nationale civile. Cette nouvelle police, conçue selon la nouvelle doctrine, doit s'acquitter efficacement de ses tâches bien qu'il existe, comme dans toute société en transition, un jeu de relations entre l'État et la société qui évolue lentement et peut sembler ambivalent. Dans ce contexte, on perçoit un changement d'attitude dans la population vis-à-vis de la police dont elle attend des interventions plus efficaces pour combattre la criminalité et assurer la sécurité des citoyens, ainsi qu'un comportement plus respectueux des droits de l'homme. Devant cette attente des citoyens, la PNC a parfois à faire face à une certaine insécurité, ce qui donne lieu à des comportements arbitraires, comme l'usage excessif de la force, les mauvais traitements ou le recours systématique à la détention justifiée par le "manque de respect à l'égard des autorités".

45. La formation inadéquate des agents et des cadres ne fait qu'aggraver ces problèmes. Les résultats de l'évaluation des cadres et des membres de la Direction de la PNC qui ont participé aux stages de formation aux techniques policières et aux droits de l'homme organisés par la Division des droits de l'homme de l'ONUSAL en juin et juillet 1994 sont à cet égard révélateurs. En ce qui concerne les cadres, on a enregistré le plus fort pourcentage d'erreurs sur les thèmes suivants : nullité des poursuites (51,3 %); saisie de la juridiction compétente (41 %); procédure applicable aux infractions (23,1 %); et conditions de détention (20,5 %). En ce qui concerne les brigadiers et les sergents, les principales erreurs enregistrées se rapportaient essentiellement à la saisie de

/...

la juridiction compétente (51,6 %), à la nullité des poursuites (41,2 %), aux conditions de détention (36,8 %) et à la procédure applicable aux infractions (25,8 %).

46. En ce qui concerne le cours de perfectionnement pour les cadres de la PNC qui a eu lieu en septembre-octobre 1994, et dont le programme portait sur les thèmes mentionnés, bien que l'évaluation des participants ne soit pas terminée, il convient de signaler le comportement préoccupant des responsables des zones orientale et occidentale du pays, ainsi que des assistants juridiques de ces mêmes régions, qui ne se sont pas présentés pour faire l'objet de l'évaluation pertinente.

47. Compte tenu de ces constatations, il est nécessaire d'améliorer considérablement la formation des effectifs de la Police nationale civile, notamment en ce qui concerne les techniques et méthodes d'intervention policière. À cet égard, l'Académie nationale de sécurité publique a l'impérieux devoir de réformer comme il convient ses programmes de formation pour les nouveaux effectifs. Par ailleurs, il est indispensable de renforcer les mécanismes de contrôle de la PNC, notamment en renforçant le rôle de l'Unité d'enquête disciplinaire, de façon que les anomalies constatées dans le fonctionnement de la police soient corrigées et sanctionnées comme il se doit. D'un autre côté, il est nécessaire que la PNC procède à une meilleure définition de sa structure hiérarchique et établisse clairement les responsabilités.

48. La nomination récente de l'Inspecteur général de la PNC devrait contribuer largement à renforcer l'institution policière. Outre le fait qu'il doit avoir accès à l'ensemble des structures de cette institution, l'Inspecteur général est chargé de fonctions essentielles de contrôle de la PNC, qui seront d'autant plus efficaces qu'elles s'exerceront par le biais des Unités de contrôle et d'enquête disciplinaire, dont le rôle sera ainsi renforcé et dynamisé. De même, les fonctions de contrôle exercées par le Vice-Ministre de la sécurité publique seront essentielles, permettant de supprimer les anomalies constatées et d'assurer une meilleure coordination entre l'Académie nationale de la sécurité publique et la PNC.

#### E. La situation du système pénitentiaire

49. La Division des droits de l'homme a accordé une attention particulière à la situation du système pénitentiaire, qui constitue l'un des principaux facteurs structurels de la violence en El Salvador, comme le montrent les émeutes qui ont éclaté dans les prisons dans le courant de l'année. Pendant la période considérée, plusieurs incidents violents, qui ont causé la mort de plusieurs détenus, se sont produits dans les centres de détention du pays. Le Secrétaire général a été informé, dans les rapports précédents, des différents motifs qui sont à l'origine de ces incidents, tels que la surpopulation, la situation en matière de santé, de sécurité et d'alimentation, le régime disciplinaire et administratif, etc.

50. Au mois d'août, la Division des droits de l'homme a présenté au Gouvernement, à l'administration judiciaire et au ministère public un rapport détaillé sur le fonctionnement du système pénitentiaire. Ce rapport a été élaboré en vue de soumettre aux autorités les résultats de la vérification active, et d'offrir l'assistance technique de l'ONUSAL pour moderniser et rationaliser le fonctionnement du système pénitentiaire dans le cadre de

/...

l'administration de la justice. Les conclusions de ce rapport font apparaître qu'il faut déclarer le système pénitentiaire salvadorien en état d'urgence et établir un plan d'action global en faisant participer toutes les institutions concernées par l'administration de la justice.

51. D'après cette étude, les anomalies constatées il y a deux ans par l'ONUSAL en ce qui concerne le système pénitentiaire existent toujours. C'est, par exemple, le cas du service de défense pénale, qui dépend du bureau du Procureur général de la République. On a en effet constaté que la plupart des défenseurs publics n'assistaient pas aux procès. Cet absentéisme est dû au fait qu'il n'existe pas de contrôle strict des avocats défaillants. Les inculpés sont toujours aussi mal informés sur leurs droits et obligations et sur le déroulement de leur procès et le manque de communication entre l'administration judiciaire et le système pénitentiaire est toujours aussi flagrant. La Division a constaté que les informations dont disposaient les deux institutions pouvaient différer considérablement, ce qui était une source de confusion.

52. Une autre conclusion de l'étude est que, malgré l'adoption d'instruments juridiques tels que la loi d'urgence sur les détenus non condamnés, les retards dans l'administration de la justice sont l'une des principales causes de la crise de l'institution pénitentiaire. Au 31 juillet 1994, sur un total de 5 976 détenus, 1 191 seulement avaient été condamnés, les 4 785 autres (soit environ 80 % de la population pénitentiaire) étant en instance de jugement.

53. Compte tenu de ce qui précède ainsi que d'autres facteurs, il est recommandé de déclarer le système pénitentiaire en état d'urgence, et une série de propositions est formulée à l'intention de plusieurs institutions, sur la base desquelles des mesures pourraient être prises, à court et à moyen terme, pour réformer la politique en la matière en El Salvador.

54. Ainsi, on recommande à la Cour suprême de justice d'adresser à tous les juges statuant au pénal une directive générale leur demandant de passer en revue les procès relatifs à des inculpés détenus dans les différentes maisons d'arrêt du pays, ainsi que des instructions visant à donner un caractère exceptionnel à l'emploi discrétionnaire de la détention préventive, afin de réduire l'encombrement des prisons. La Cour est également invitée à veiller à ce que les établissements pénitentiaires soient informés des arrêts d'accusation, des changements de qualification des délits, des transferts de compétence ainsi que de toute autre circonstance pouvant avoir une incidence sur la situation du détenu vis-à-vis de la loi; à créer les conditions nécessaires au respect des délais d'instruction et de jugement, ainsi qu'à l'information rapide des établissements pénitentiaires sur les peines prononcées; à renforcer les contrôles sur le travail des directeurs de prison; à favoriser, dans les conditions prévues par la loi, l'application de peines de substitution à la peine d'emprisonnement et les mécanismes de condamnation avec sursis et de libération anticipée. Enfin, la Cour a été invitée à appliquer les mesures prévues par la loi en ce qui concerne le remplacement des défenseurs défaillants, et à en informer le Procureur général de la République dans les cas où les irrégularités sont imputables à ses substituts.

55. La Division des droits de l'homme recommande au Conseil national de la magistrature de tenir compte, pour l'évaluation des juges, des retards de jugements qui leur sont imputables dans les procès concernant des inculpés détenus, du respect intégral de la réglementation relative au droit de visite

/...

aux détenus et des possibilités techniques et de l'opportunité d'appliquer des peines de substitution à la détention et d'autres mesures de même nature.

56. Au Procureur général de la République, il est recommandé d'informer les membres du parquet de la raison d'être et de l'opportunité des recours dans le cas de décisions judiciaires qui pourraient aboutir à la mise en liberté de l'inculpé, de garantir la présence d'un membre du parquet lors des visites obligatoires aux détenus dans les conditions prévues par la loi, et de nommer, dans les postes de la Police nationale civile, des membres du parquet chargé de surveiller et de diriger les enquêtes criminelles.

57. Le Procureur général de la République est également invité à exiger des défenseurs publics une plus grande diligence dans les procès avec comparution des inculpés, et d'établir des mécanismes de contrôle interne sur le travail accompli et le nombre de visites au détenu, d'appliquer des sanctions sévères aux avocats qui ne s'acquittent pas de leurs tâches et de nommer des substituts dans les postes de la Police nationale civile afin de garantir le droit des détenus à la défense.

58. Certaines recommandations sont également adressées au bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme qui est prié de suivre de plus près la situation pénitentiaire, de tenir des statistiques fiables sur les données de base concernant la population carcérale et de formuler des propositions en vue de l'élaboration d'un règlement pénitentiaire unique qui régisse la gestion administrative de tous les centres de détention du pays.

59. De nombreuses recommandations sont adressées à l'administration pénitentiaire elle-même, notamment : établir des mécanismes appropriés pour tenir à jour les données sur la situation relative au jugement des inculpés; adresser chaque trimestre à tous les juges statuant au pénal la liste des détenus; disposer de moyens de contrôle sur la tenue des registres de contrôle des détenus; donner suite aux citations à comparaître des détenus devant les juges; établir des directives claires pour réglementer les décisions de transfert des inculpés, en consultation avec l'administration judiciaire; adopter d'urgence des mesures en vue de commencer à établir une classification des détenus par lieu de détention; concevoir une politique de formation du personnel pénitentiaire; établir des mécanismes d'évaluation périodique du personnel pénitentiaire; reconnaître l'existence et le fonctionnement des comités de prisonniers en tant que porte-parole des revendications de la population carcérale; et harmoniser la réglementation pénitentiaire.

60. La Division des droits de l'homme adresse également des recommandations à l'Assemblée législative, l'invitant à examiner d'urgence, en vue de son adoption, des mesures de réforme du système pénal portant sur tous ses aspects, et, entre-temps, à adopter un texte provisoire qui approuve la limitation de la détention préventive et à élargir le champ d'application de la loi d'urgence sur les détenus non condamnés. Elle l'invite par ailleurs à adopter des dispositions législatives prévoyant l'application effective des peines de substitution aux peines privatives de liberté et d'approuver un budget adéquat pour le système pénitentiaire.

61. La Division des droits de l'homme recommande au Gouvernement, outre la décision de déclarer le système pénitentiaire national en état d'urgence, de veiller à ce que le Ministère de la justice accorde la priorité aux ressources

/...

budgétaires destinées au système pénitentiaire, de soutenir les recommandations faites aux autres instances et d'encourager le secteur privé à participer à la création et au développement d'activités professionnelles dans les prisons.

62. La Division des droits de l'homme continuera de suivre l'évolution de la situation du système pénitentiaire dans le pays, et apportera l'assistance technique nécessaire pour mettre en oeuvre les recommandations formulées.

#### F. Les organisations non gouvernementales

63. C'est sur une société civile forte et dynamique que s'appuie l'État démocratique. À cet égard, les organisations non gouvernementales (ONG) oeuvrant à la défense des droits de l'homme remplissent une mission particulièrement importante. Pendant le conflit armé en El Salvador, les ONG ont joué un rôle décisif en dénonçant publiquement les violations des droits de l'homme. Nombreux sont ceux qui, dans leurs rangs, ont payé de leur vie. Depuis la signature des Accords de paix, la situation s'étant peu à peu améliorée et un processus de réforme des institutions de l'État ayant été entamé, il a fallu relever de nouveaux défis et opérer des choix importants, auxquels elles se sont différemment adaptées.

64. Le 8 septembre, la Division des droits de l'homme a organisé une rencontre avec les ONG oeuvrant à la défense des droits de l'homme, dans le but de discuter de leur nouveau rôle et de renforcer leur action en prévision de la fin du mandat de l'ONUSAL. Les participants à cette rencontre, parmi lesquels l'Institut interaméricain des droits de l'homme, ont notamment étudié les modalités selon lesquelles les ONG pourraient prendre en charge, à la place de l'ONUSAL, le contrôle et la consolidation des institutions qui ont été transformées ou créées après la signature des Accords de paix. Ils ont également étudié les possibilités d'action qu'offre le nouveau cadre institutionnel mis en place dans le pays.

65. Les participants ont unanimement reconnu que les ONG oeuvrant à la défense des droits de l'homme devaient chercher à renforcer la société civile et pouvaient servir d'instruments de soutien et de contrôle des organes de l'État. Ils se sont également mis d'accord sur la nécessité d'adopter de nouvelles structures et de nouvelles méthodes de travail afin de pouvoir agir efficacement dans le nouveau contexte de l'État de droit.

66. Dans cette optique, il convient de définir des domaines de spécialisation pour les ONG et de leur attribuer des missions complémentaires, tout en évaluant les ressources financières sur lesquelles elles peuvent raisonnablement compter et en renforçant leur capacité de mobilisation. La professionnalisation, la spécialisation, la recherche de l'efficacité et la systématisation sont autant d'impératifs que devront remplir les ONG dans la nouvelle réalité du pays.

67. Au moment où la mise en place de l'État de droit ouvre de nouvelles perspectives pour les ONG, celles-ci connaissent malheureusement une baisse de leur financement externe alors qu'elles auraient précisément besoin d'un soutien financier ininterrompu. C'est pourquoi je renouvelle la demande que j'avais adressée à la communauté internationale dans mon précédent rapport pour qu'elle continue à appuyer sur les plans financier et technique les ONG qui sont en train de se professionnaliser et d'adapter leurs méthodes de travail dans le domaine des droits de l'homme à la nouvelle réalité salvadorienne.

/...

### G. Les forces armées

68. La Division des droits de l'homme continue de soutenir la nouvelle doctrine des forces armées. Plusieurs cours et conférences portant sur les relations entre l'armée et la société ont été proposés ces derniers mois. En juillet, un cours sur les droits de l'homme a été organisé à l'intention des lieutenants aspirant au grade de capitaine dans le cadre du "stage de formation avancé d'infanterie". En août et septembre, un cours du même type a été organisé dans le cadre du "cours d'état-major" destiné aux capitaines aspirant au grade de commandant.

69. Par ailleurs, en collaboration avec le Ministère de la défense, la Division des droits de l'homme a élaboré et publié un ouvrage intitulé "Doctrina Militar y Relaciones Ejército Sociedad" (Doctrine militaire et relations armée-société), qui rassemble une série d'essais sur les thèmes suivants : droits de l'homme, sociologie militaire, éthique militaire démocratique et relations entre armée et société dans le cadre d'un régime constitutionnel.

### III. VÉRIFICATION

#### A. Droit à la vie

70. Pendant la période considérée, 46 plaintes pour atteinte au droit à la vie ont été déposées. Plusieurs cas de décès résultant d'un usage excessif de la force par des éléments de la PNC ont notamment été signalés. Un autre fait inquiétant est la mort de plusieurs personnes du fait de violences à l'intérieur des centres de détention du pays. Si ces décès ne sont pas directement imputables à des agents de l'État, ils découlent néanmoins d'un manquement au devoir de l'État, qui est de garantir la sécurité des personnes, notamment lorsque celles-ci sont placées sous sa surveillance, comme c'est le cas des prisonniers. Héctor Corea Torres et Roberto Mejía Boruca, détenus dans la prison de La Unión, et Alberto Flores, Nelson Amilcar Escobar et Carlos Cruz Jiménez, détenus dans la prison de San Vicente, ont perdu la vie au cours de soulèvements qui se sont produits pendant la période considérée.

#### 1. Exécutions arbitraires ou extrajudiciaires

71. Au cours de la période considérée, 18 plaintes relatives à des exécutions arbitraires ont été reçues, ce qui confirme la légère tendance à la baisse enregistrée auparavant.

72. Rodolfo Iraheta Contreras. Le 16 septembre 1994, la victime (âgée de 68 ans) s'est violemment disputée avec son fils et sa compagne, à son domicile situé Comunidad Iberia, à San Salvador. À ce moment, des éléments de la PNC se sont présentés et lui ont donné l'ordre de sortir dans la rue. Iraheta ayant refusé de s'exécuter, affirmant qu'il était chez lui, l'un des agents a tiré un coup de feu à l'intérieur de la maison, atteignant la victime à l'abdomen. M. Iraheta, qui avait été emmené à l'hôpital par la police, est décédé le 26 septembre des suites de sa blessure.

73. Pedro Osmín Iraheta. Le 7 août 1994, vers 18 h 30, M. Iraheta a été tué par des coups de feu tirés par des agents de la PNC, sur un chemin vicinal du canton San Felipe, à San Vicente. La victime, qui était accompagnée d'un enfant de 8 ans, conduisait un camion et semblait en état d'ébriété. Selon la police,

/...



il a été arrêté par un agent alors qu'il passait sur ledit chemin. Lorsque le policier a déclaré qu'il devait fouiller le camion, le conducteur a refusé et a saisi un pistolet qui était posé sur le volant, avec lequel il a menacé le policier avant de prendre la fuite. À ce moment, l'agent a prévenu des collègues qui étaient postés plus loin. Iraheta a lancé son véhicule sur les agents, qui n'ont eu d'autre solution que d'ouvrir le feu. Iraheta a été tué d'une balle dans la tête.

74. Toutefois, l'enfant qui était aux côtés d'Iraheta (son neveu) a déclaré qu'il avait vu plusieurs policiers au bord de la route sur laquelle circulait le véhicule et qu'il n'avait entendu crier aucun ordre. Les policiers auraient seulement crié "Arrêtez-le, arrêtez-le". C'est à ce moment qu'il aurait entendu des coups de feu et que son oncle se serait effondré sur lui. Selon le neveu, le pistolet d'Iraheta se trouvait sous son siège et en a été retiré par les policiers en même temps que les papiers. Après cela, les policiers auraient circulé avec le véhicule jusqu'à ce que son réservoir soit vide, ce qui suppose que le lieu du crime a été faussé. Le projectile qui a donné la mort à Iraheta n'a pas été retrouvé alors qu'il aurait dû se trouver à l'intérieur de la cabine ou dans le chapeau de la victime, qui a été lui aussi enlevé.

75. Les agents qui ont pris part aux faits sont : David Alvarado Alvarado; José Isidro López Mejía; Henry Oswaldo Maeda Cáceres; José Salvador Lobo Cabrera; Manuel Wilfredo Pino Molina; Juan Gilberto Martínez; Edgardo Antonio Gómez et José Henríquez Ortiz, qui ont été arrêtés sur ordre du tribunal compétent. La PNC de San Vicente aurait tenté d'entraver le cours de l'enquête.

76. Orlando Saravia Rodríguez. Le 18 septembre 1994, à El Tránsito, dans le département de San Miguel, Saravia a été tué par balles par des éléments de la PNC qui menaient une opération. Selon la police, au moment où le pick-up conduit par les agents de police dépassait la victime qui roulait à bicyclette, celle-ci s'est arrêtée, a pointé à deux mains un pistolet vers un agent et a tiré trois fois. Le policier a riposté par deux coups de feu. Selon les témoins de la scène, Saravia roulait à bicyclette lorsqu'il a été dépassé par un pick-up bleu privé, à bord duquel se trouvaient plusieurs hommes et femmes en civil, armés de fusils et de pistolets. À ce moment, une femme qui se trouvait à bord du véhicule a tiré deux coups de feu en direction de Saravia. Puis cette femme et un homme ont embarqué le blessé dans le véhicule et ont quitté les lieux. Les témoins déclarent avoir entendu deux coups de feu seulement.

77. Quatre heures plus tard, les agresseurs, qui se trouvaient être des agents de la PNC, ont remis le cadavre de la victime à l'Institut de médecine légale de San Miguel en déclarant, pour justifier leur retard, qu'ils avaient essayé d'emmener la victime à Usulután afin qu'elle y reçoive des soins médicaux mais que celle-ci avait succombé en chemin et qu'ils avaient dû trouver un nouveau véhicule au retour, le leur étant tombé en panne. À l'Institut, l'un des agents de la PNC a refusé de remettre au juge une arme saisie sur la victime. De plus, les deux balles de 9 mm que la PNC affirmait avoir ramassées sur les lieux de la scène n'ont jamais été remises au tribunal non plus. Même si la version de la police, selon laquelle la victime aurait tiré, peut être admise, il ne faut pas oublier que les agents étaient en civil, qu'ils ne se sont pas présentés comme des policiers et qu'ils étaient en nombre suffisant pour faire face à une éventuelle agression sans tirer sur la victime. Ces éléments portent à conclure que la police n'a pas respecté les règles en vigueur concernant l'usage légitime des armes à feu.

/...

## 2. Menaces de mort

78. Il est encourageant de constater que le nombre de plaintes pour menaces au droit à la vie a considérablement diminué au cours de la période considérée, passant de 41 pour les mois d'avril, mai et juin, à 18 pour les trois mois suivants. Cette baisse pourrait s'expliquer par la fin de la période électorale.

79. Elías Gutiérrez. Le jeudi 30 juin, Miguel Angel Cruz López, juge de première instance à Tejutla, a été victime d'un accident de la route en croisant un autre véhicule, alors qu'il conduisait en état d'ébriété manifeste un véhicule officiel de la Cour suprême de justice.

80. Entre 17 et 18 heures, ledit fonctionnaire, accompagné d'Oscar Guardado Calderón, juge de paix à La Reina et du greffier de ce tribunal, de José Rafael Quintanilla, juge de paix numéro deux à Nueva Concepción et du frère de celui-ci, Cruz Chavarría Quintanilla, de José Antonio Flores, juge de paix à Agua Caliente et du greffier de ce tribunal, s'est présenté au poste de police de La Reina où il a demandé à être escorté par deux agents pour rechercher le pick-up rouge censé être responsable de l'accident. Le policier de garde a accédé à sa demande et tous sont partis à la recherche d'Elías Gutiérrez, propriétaire d'un véhicule correspondant à la description donnée. Lorsqu'il trouva le responsable présumé, le juge de Tejutla mit le véhicule qu'il conduisait en travers de la chaussée, sortit une arme et fit feu sur Gutiérrez. Les juges de La Reina et de Nueva Concepción firent de même, ce dernier visant la personne qui se trouvait au côté de M. Gutiérrez. Les deux policiers qui étaient présents, les agents José Jacobo Vásquez Rivera et Wilfredo González Lara, se sont interposés entre les agresseurs et la victime, donnant l'ordre aux juges de déposer leurs armes. Le juge de première instance de Tejutla a pointé son arme sur l'agent pendant quelques instants, en lui disant qu'il n'avait aucune autorité pour la lui ôter et n'a accepté de la ranger qu'après l'intervention d'autres personnes, sans jamais accepter de la lui remettre.

81. Les recherches entreprises par l'ONUSAL ont permis de déterminer avec suffisamment de certitude que le juge Cruz López était en état d'ébriété au moment où s'est produit l'accident et d'établir de manière irréfutable que ce dernier mais aussi les juges de paix de Nueva Concepción et de La Reina avaient menacé la victime avec des armes à feu. Ce cas est particulièrement grave puisque la personne incriminée est un juge de la République.

82. Rúben Sánchez, commandant de la section urbaine de l'Ejército Revolucionario del Pueblo pendant le conflit armé et actuel dirigeant politique responsable de la région occidentale pour le secteur de l'Expresión Renovadora del Pueblo, siégeant à Santa Ana, a reçu chez lui, le samedi 17 septembre, une lettre signée par un groupe irrégulier s'appelant Ejército Secreto Anticomunista (E.S.A.), qui le menaçait de l'exécuter. Selon ses affirmations, son domicile n'est pas connu des autres membres de son parti : il l'a en effet tenu secret pour des raisons de sécurité.

83. Après la signature des Accords de paix en 1992, Rubén Sánchez a été victime d'un attentat commis par des inconnus. Ceux-ci lui ont tendu une embuscade et ont tiré plusieurs coups de feu, le blessant gravement à la jambe droite. Il a été récemment hospitalisé en Allemagne, pour recouvrer sa mobilité. Les auteurs

/...

de la lettre connaissent son état de santé, puisqu'ils y font allusion en ces termes : "Tu ne peux déjà plus courir et ce n'est qu'un début".

84. De plus, le plaignant a été pris dans une des opérations menées le 22 août 1994 par la "brigade antidélinquance" de la police nationale dans la région du volcan de Santa Ana. Lorsque l'ONUSAL a reçu sa plainte, son identité a été tenue secrète à sa demande expresse, parce qu'il craignait de faire l'objet de représailles.

85. Un membre de l'Expresión Renovadora del Pueblo, qui assure la permanence au local du parti, a déclaré que trois individus semblaient surveiller le local depuis un pick-up à double cabine aux vitres teintées, de marque Toyota, pendant la semaine qui a précédé la lettre de menace. L'un des individus, qui se tenait à l'arrière du véhicule, portait deux pistolets à la ceinture et un fusil.

86. Alex Rubio Ramírez, coordonnateur du FMLN à Jayaque. Le 8 juillet, la victime a reçu à son domicile un appel téléphonique d'un inconnu qui l'a menacé de mort. D'autres appels anonymes se sont produits les 18 et 22 juillet. Jamais la personne qui téléphonait, qui était à chaque fois la même, n'a exposé ses mobiles ni précisé à quelle organisation elle appartenait. Alex Rubio Ramírez a porté plainte devant la justice le 17 août et auprès du Bureau du procureur chargé de la défense des droits de l'homme le 18 août.

87. L'ONUSAL a contacté le sergent Iraheta, chef-adjoint du poste de la police nationale de Jayaque, pour l'informer des menaces dont la victime faisait l'objet. L'ONUSAL a constaté qu'aucune poursuite n'avait été engagée pendant la procédure d'enquête et a proposé la nomination d'un procureur spécial afin d'activer l'affaire.

88. Les antécédents du plaignant ne permettent pas de déterminer clairement le mobile des menaces qu'il a reçues. Toutefois, l'hypothèse la plus plausible est celle de motifs politiques, puisqu'il joue un rôle actif au FMLN en tant que dirigeant local.

## B. Droit à l'intégrité de la personne

### 1. Tortures

89. Pendant la période considérée, la Division a reçu trois plaintes pour torture. Vérifications faites, l'une d'elles s'est avérée authentique. Pour la deuxième, de sérieux indices semblent confirmer la responsabilité d'éléments de la PNC et pour la troisième, l'enquête est toujours en cours.

90. Carlos Alberto et Miquel Angel Grande Menjivar. Le 29 juillet, à 4 heures du matin, les victimes ont vu se présenter à leur domicile, situé dans le quartier El Calvario de La Libertad, six agents de la PNC, dont l'un a été identifié comme Francisco Antonio Cornejo, qui se sont présentés comme des éléments de la brigade antidroque et qui ont procédé à une perquisition brutale du domicile, à la recherche d'armes.

91. Le 11 août, à 20 h 30, cinq agents en uniforme, vêtus d'un pantalon bleu et d'une chemise couleur crème, accompagnés de deux personnes en civil, se sont à nouveau présentés chez les victimes. Les individus dissimulaient cette fois leur visage sous des cagoules. Ils sont entrés dans le domicile et se sont

/...

immédiatement mis à frapper les frères Carlos Alberto et Miguel Angel Grande. Puis ils ont ligoté les deux jeunes hommes avant de les sortir de la maison et de les mettre à bord de deux véhicules stationnés à proximité. Ils ont circulé quelque temps, jusqu'à ce qu'ils trouvent un lieu suffisamment isolé, où ils se sont arrêtés et ont entrepris d'interroger les victimes, dont ils avaient bandé les yeux. Ils les ont interrogés séparément, en les rouant de coups de pied et de coups de poing, pour qu'ils révèlent le lieu où se trouvaient les armes qu'ils étaient censés détenir. Plus tard, ils ont placé des sacs en plastique sur leur tête. Ils ont brûlé Miguel Angel, âgé de 16 ans, avec des cigarettes, notamment sur le thorax et sur une main. Ils lui ont également mis un fusil dans la bouche et ont appuyé sur la détente de l'arme, qui n'était pas chargée. Toutes ces tortures visaient à leur faire dire où se trouvaient leur frère, Gonzalo, à qui ils attribuaient le meurtre de Jorge Turcios.

92. Le rapport du médecin légiste relève de nombreuses lésions, qui ont également été constatées par l'ONUSAL et par le Bureau du procureur chargé de la défense des droits de l'homme. Selon l'enquête réalisée par l'ONUSAL, l'agent Francisco Cornejo, accompagné d'autres agents de la PNC, s'est rendu à l'endroit indiqué pour y chercher Gonzalo Grande, qui est considéré comme un sujet dangereux qui aurait assassiné deux personnes, dont José Turcios, frère de Cornejo. Le frère des victimes étant l'auteur supposé du meurtre de José Turcios, il pourrait s'agir d'un acte de "justice personnelle" de la part de l'agent Cornejo.

93. L'ONUSAL a conscience de la préoccupation de l'Unité d'enquête disciplinaire de la PNC face à la gravité des faits dénoncés et sait qu'elle est disposée à mettre en oeuvre toutes les mesures possibles pour exclure du corps policier les éléments qui sont impliqués dans des violations des droits de l'homme. Toutefois, selon les renseignements dont nous disposons, la PNC n'a pas répondu à la demande de rapport qui lui avait été adressée par le Bureau du procureur. Il existe des preuves que l'agent Francisco Cornejo a pris part aux faits et l'enquête se poursuit actuellement.

94. Joel Gómez Carpio. Le 14 août, à 20 h 30, la victime, receveur d'autobus, a été frappée par deux agents de la PNC de Soyapango, qui auraient été appelés sur les lieux par une voisine qui soupçonnait la victime d'avoir brisé une vitre. Après avoir été rouée de coups, la victime a été abandonnée et a dû, à cause de ses blessures, être conduite par des voisins jusqu'à un poste de secours d'où elle a été conduite à l'hôpital Rosales afin d'y subir une intervention chirurgicale. La victime a pu quitter l'hôpital le 26 août.

95. L'enquête, qui a été menée en collaboration avec le Bureau du procureur chargé de la défense des droits de l'homme, a permis d'établir que les auteurs de ces violences étaient les agents du corps de la Police nationale civile Nelson Ignacio Calles Escobar (numéro matricule 2296) et Rigoberto Misael Díaz Mejía (numéro matricule 2344).

## 2. Mauvais traitements

96. Le nombre de plaintes pour mauvais traitements a légèrement diminué par rapport à la période précédente. Dans bien des cas, les victimes ont également été arbitrairement détenues.

/...

97. Manuel Quintanilla Arias et José Alejandro Mendoza. À San Miguel, Manuel Quintanilla Arias, âgé de 14 ans, dans une camionnette en compagnie de son père, Miguel Angel Quintanilla, vendait des ananas lorsque des agents de la police municipale sont arrivés et leur ont dit qu'ils seraient arrêtés s'ils ne s'en allaient pas de cet endroit. L'enfant leur aurait répondu qu'ils allaient partir et s'est dirigé vers la cabine du camion. L'un des policiers l'a alors saisi par le cou avec les deux mains, l'a soulevé et plaqué contre la grille des bureaux de la compagnie de téléphone ANTEL en l'insultant; il l'a ensuite libéré, emportant à la caserne une bicyclette qui appartenait au jeune garçon.

98. Un client qui achetait des ananas, José Alejandro Mendoza, ayant vu le policier attaquer l'enfant, est intervenu en disant au trois agents qui se trouvaient là de le laisser tranquille parce qu'il ne faisait rien et de ne pas le maltraiter. Entendant cela, les agents lui ont d'abord dit ne pas s'en mêler, sinon ils l'arrêteraient également. Puis l'un des policiers a saisi le client par le pantalon et a commencé à le frapper à coups de pied, à coups de poing et à coup de crosse; un autre agent en civil qui arrivait à bicyclette lui a donné un coup de poing au visage en l'insultant. Les policiers ont ensuite emmené M. Mendoza à la caserne.

99. Roberto Quiñones. Le 23 août, des agents de la PNC de Ilopango ont arrêté l'intéressé puis l'ont conduit au poste de police où plusieurs agents l'ont frappé, provoquant de graves lésions qui ont été constatées ultérieurement par l'institut médico-légal. Selon l'officier responsable du poste, Quiñones et un autre détenu, en état d'ébriété, ont commencé à saccager les locaux et à menacer de mort l'un des agents; l'officier a alors ordonné à quelques-uns de ses subordonnés de "calmer les détenus en utilisant le minimum de force nécessaire". Après enquête, l'ONUSAL conclut que les agents de la PNC de Ilopango sont responsables des faits qui leur sont imputés.

#### C. Droits à la sécurité de la personne

##### Disparitions forcées ou involontaires

100. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, deux plaintes pour disparition forcée ont été présentées. Après vérification, on a pu établir que, dans les deux cas, les victimes présumées n'avaient pas disparu et l'on a pu déterminer l'endroit où elles se trouvaient.

#### D. Droit à la liberté de la personne

101. Au cours des mois de juillet, août et septembre 1994, 42 détentions arbitraires ont été enregistrées, soit un nombre proportionnellement supérieur à celui de la période précédente.

102. Oscar Antonio Váldez et autres. M. Wernes Martínez Romero a déposé une plainte selon laquelle Oscar Antonio Váldez, José Enrique Zelaya, Juan Carlos Ruiz, Juan Abel Díaz, Santos Véliz Pérez, José Elmer Zelaya, Roberto Carlos Campos, Juan Rojas, ainsi que la mineure Rosa Idalia López, ont été arrêtés le 17 septembre par la police municipale de San Miguel, sans motif valable, alors qu'ils dormaient à côté d'un camion.

/...

103. Lorsqu'elle s'est rendue dans les locaux de la police municipale, l'ONUSAL a constaté que huit jeunes y étaient effectivement détenus et qu'une mineure de 15 ans se trouvait dans le couloir du poste. Lorsqu'elle a voulu consulter le registre des détenus, l'officier de garde a indiqué que le rapport n'avait pas encore été établi, près de 24 heures après l'arrestation, et que les intéressés avaient été arrêtés sur ordre du maire parce qu'ils étaient "suspects". Afin d'obtenir la mise en liberté de ses employés, M. Wernes Martínez Romero a laissé en dépôt auprès du commandant le montant de l'amende; malgré cela, ceux-ci n'ont pas été libérés.

104. Lors d'une réunion avec l'ONUSAL, le maire a reconnu que la police municipale avait effectivement commis quelques abus, que la lutte contre la délinquance qui sévit dans le pays justifiait selon lui. Il a précisé qu'il savait que ces personnes étaient détenues parce qu'elles étaient considérées comme suspectes, et ajouté que l'on n'avait pas dépassé les 72 heures au bout desquelles elles devaient être mises en liberté.

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

105. Les progrès réalisés dans le cadre du processus de transition démocratique et de consolidation de l'État de droit, prévus par les Accords de paix pour El Salvador, se traduisent par un changement patent du climat politique et social du pays. L'ouverture graduelle de la société semble confirmer que le dialogue et la concertation constituent des instruments démocratiques légitimes pour l'exercice des relations sociales et le règlement des différends et rendent caduc le recours à la violence sous quelque forme que ce soit, ce qui contribue à créer un climat de paix et de tranquillité favorisant l'exercice des droits et libertés de l'individu.

106. La diminution progressive des plaintes reçues par l'ONUSAL depuis septembre 1991 constitue un indicateur utile de la tendance à l'amélioration graduelle de la situation des droits de l'homme, et ce malgré les ambivalences que j'ai signalées dans mes précédents rapports. Ainsi, au cours du seul mois de septembre 1994, l'ONUSAL a reçu 58 plaintes pour violation des droits fondamentaux, contre 163 en septembre 1993. Il est remarquable de constater que, depuis plus de deux ans, il ne se produit plus de disparition forcée en El Salvador, fait sans précédent en Amérique latine, a fortiori en période de transition démocratique. De même, il est significatif d'observer qu'au cours du seul mois de septembre 1991, l'ONUSAL avait reçu 119 plaintes pour détention arbitraire, alors qu'en septembre 1994, 13 détentions ont été signalées.

107. En ce qui concerne le droit à la vie, on observe non seulement une diminution graduelle des plaintes pour exécution arbitraire, mais également un changement dans la nature même des faits incriminés, ceux-ci ayant de moins en moins les caractéristiques sinistres des périodes antérieures, comme la motivation politique et la préméditation. Les exécutions arbitraires enregistrées au cours de la période considérée s'expliquent essentiellement par le fait que la police n'a pas d'expérience de l'exercice légitime de la force; cette lacune doit d'ailleurs être impérativement comblée.

108. Il est encourageant de constater que, pendant la période considérée, on n'a pas enregistré de violations du droit à la vie pour des motifs politiques. Ce phénomène peut s'expliquer, en grande partie, par le processus même d'ouverture politique et de démocratisation du pays, ainsi que par la manière dont l'État,

/...

la société salvadorienne et la communauté internationale ont fait face à la terrible période, le second semestre 1993, où des violences ont été perpétrées contre des citoyens qui exerçaient publiquement une activité politique. La coopération de la communauté internationale aux enquêtes portant sur ces faits, qui s'est concrétisée par la participation d'enquêteurs étrangers invités par le Gouvernement à prendre part aux investigations policières et surtout par la création, sur l'initiative du Secrétaire général, du Groupe mixte d'enquête sur les groupes armés illégaux ayant des motivations politiques, semble avoir été un élément de dissuasion qui a détourné du recours à la violence politique.

109. Mais il faut aller plus loin et éliminer définitivement le recours à la violence à des fins politiques, tout en mettant un terme au crime organisé sur lequel celle-ci repose. Cet objectif ne pourra être atteint que si l'on renforce et si l'on consolide les institutions chargées des enquêtes criminelles et de l'administration de la justice, car c'est d'elles que dépend la possibilité d'en finir avec l'impunité dont jouit la délinquance actuelle et qui fait courir le risque de voir resurgir des activités criminelles ayant des mobiles politiques. C'est pourquoi les recommandations du Groupe mixte d'enquête sur les groupes armés illégaux ayant des motivations politiques, tendant à ce que le ministère public poursuive les enquêtes sur les affaires qui lui ont été confiées, et à ce que soit créée, dans le cadre de la Division des enquêtes criminelles de la Police nationale civile, une unité spécialisée chargée d'enquêter sur les crimes ayant des mobiles politiques, sont d'une aussi extrême importance.

110. L'un des plus grands dangers pour la paix et la démocratie en El Salvador tient à l'existence de réseaux de crime organisé, dont on peut présumer, pour certains d'entre eux, que les activités sont couvertes par des gradés des corps de sécurité ou menées avec leur participation et qui opèrent grâce à l'impunité relative que leur assurent les insuffisances du système judiciaire. L'excellente organisation et l'infrastructure des réseaux criminels permettent à ceux-ci non seulement de commettre des délits de droit commun, mais également d'utiliser, au besoin, leurs rouages contre les institutions et les personnes ayant une activité politique. Dans le contexte de l'Amérique latine, de nombreux exemples montrent qu'il est grave pour la stabilité politique et sociale de ne pas combattre et éliminer à temps les structures criminelles.

111. À mesure qu'il surmonte les difficultés, le processus de renforcement institutionnel devient une réalité concrète. Au cours de la période considérée, le système judiciaire, le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme et la Police nationale civile ont enregistré des progrès et les conditions deviennent plus favorables à la mise en oeuvre des recommandations en suspens en matière d'administration de la justice et de droits de l'homme.

112. L'élection de la nouvelle Cour suprême de justice par voix de consensus à l'Assemblée législative constitue un progrès important vers l'autonomie et l'impartialité qui sont essentielles au principal organe du pouvoir judiciaire, et rend en même temps les circonstances plus propices à l'approfondissement de la réforme judiciaire. La nouvelle Cour a démontré sa volonté d'entamer ce processus en adoptant certaines mesures pour réorganiser l'appareil judiciaire et en manifestant son intention d'épurer le pouvoir judiciaire. Le moyen d'aboutir aux meilleurs résultats serait de mettre l'accent de manière durable sur la professionnalisation du personnel chargé de l'administration de la justice et d'appliquer une politique globale de formation des juges et des

/...

procureurs qui tiennent compte du nouveau profil exigé de ces fonctionnaires dans un système judiciaire démocratique et soit appuyée par la communauté internationale.

113. C'est le retard enregistré dans l'approbation de certaines réformes légales en suspens qui constitue le principal obstacle au processus de consolidation des institutions. Les résultats d'une enquête effectuée de manière anonyme auprès de procureurs, de juges de paix et de juges de première instance sur les principales insuffisances de l'administration judiciaire confirment cette situation. De même, l'amélioration de la protection des droits de l'homme passe, en El Salvador, par l'approbation des divers instruments internationaux et par l'acceptation de la compétence contentieuse de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, mesures qui, malgré des recommandations répétées, n'ont jamais été adoptées. Ces constatations m'amènent à demander aux membres de la Cour suprême de justice qu'ils exhortent l'Assemblée législative à adopter rapidement les réformes en suspens.

114. Les progrès enregistrés par le Bureau du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme dans le processus de consolidation des institutions sont encourageants. La poursuite de la coopération technique et l'adoption, à partir du mois de juillet, d'un mécanisme de vérification conjointe par la Division des droits de l'homme et les services du Procureur chargé de la défense des droits de l'homme ont permis de façon déterminante à l'institution nationale d'élargir et de renforcer la protection des droits de l'homme et d'être mieux à même d'assumer les activités de vérification effectuées par l'ONUSAL lorsque celle-ci se retirera du pays. La coopération de l'ONUSAL, s'inscrivant dans un processus de réforme du système de tutelle des services du Procureur, ainsi que le maintien de sa présence sur le territoire exigent, cependant, que le Gouvernement et l'Assemblée législative accordent des crédits budgétaires correspondant aux besoins.

115. À ce stade, la poursuite de la mise en place de la Police nationale civile doit aller de pair avec un plus grand professionnalisme et une spécialisation plus poussée, ainsi qu'avec le renforcement des mécanismes de contrôle et une meilleure définition de la structure hiérarchique. À cet égard, la nomination, au cours de la période considérée, de l'inspecteur général de la PNC constitue un progrès notable. En outre, les adaptations apportées à la PNC doivent être complétées par des mesures prises par le pouvoir judiciaire, le Procureur général et le ministère public pour surmonter les difficultés qui entravent le fonctionnement de la police, et s'accompagner d'une meilleure coordination entre l'institution policière et l'Académie nationale de sécurité publique.

116. Les insuffisances observées par l'ONUSAL dans le système pénitentiaire il y a deux ans demeurent sans solution. Cette situation et les mutineries successives qui se sont déroulées dans les centres de détention du pays m'ont amené à suggérer que l'état d'urgence soit déclaré pour le système pénitentiaire, et à soumettre un ensemble de propositions à différents organes de l'État afin que soient trouvées des solutions à caractère interinstitutionnel, allant au-delà de la simple amélioration de l'infrastructure carcérale. J'ai suggéré l'établissement d'un plan global visant à réorienter la politique criminologique d'El Salvador et comportant notamment les mesures suivantes : la Cour suprême de justice devrait adresser un ensemble d'instructions aux juges sur l'usage discrétionnaire de la détention provisoire, l'information des inculpés en ce qui concerne leur situation face à

/...



la loi et le renforcement du contrôle sur les délégués pénitentiaires. Le ministère public devrait donner des instructions aux procureurs pour qu'ils fassent appel de manière plus sélective des ordonnances de mise en liberté provisoire, et pour la supervision et l'orientation de l'enquête criminelle. Enfin, il faudrait que le Procureur général de la République établisse des mécanismes internes afin de contrôler l'activité de la défense dans les procès où l'inculpé est présent. Ces mesures viendraient compléter celles que doivent prendre le gouvernement central et le système pénitentiaire, comme par exemple l'augmentation des ressources budgétaires et l'unification de la réglementation pénitentiaire.

#### Notes

<sup>a</sup> Résolution 2200 A (XXI), annexe.

<sup>b</sup> E/CN.4/Sub.2/1987/12/Add.1.

<sup>c</sup> International Legal Materials, vol. 28 (1989), p. 161 à 169.

/...

## V. STATISTIQUES

Tableau 1

Statistiques concernant la situation du 1er juillet au 30 septembre 1994

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL	Juillet	Août	Septembre	Total
<u>Atteintes au droit à la vie</u>				
Exécution arbitraire	4	8	9	21
Tentative d'exécution arbitraire	2	0	3	5
Menaces de mort	9	7	4	20
<u>Atteintes au droit à l'intégrité de la personne</u>				
Torture	1	2	0	3
Mauvais traitements	10	10	5	25
Usage excessif de la force	6	6	3	15
<u>Atteintes au droit à la sécurité de la personne</u>				
Disparition forcée	1	1	0	2
Enlèvement	2	2	1	5
Autres menaces	7	5	6	18
<u>Atteintes aux garanties d'une procédure régulière</u>				
<u>Garanties de la procédure</u>				
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	3	2	0	5
Droit d'être représenté par un avocat	2	3	0	5
Droit de ne pas subir de contrainte	3	2	0	5
Droit de faire appel	0	0	0	0
<u>Droit à la justice</u>				
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	11	8	9	28
Droit à une indemnisation	0	1	1	2
<u>Atteintes à la liberté de la personne</u>				
Détention arbitraire	20	10	13	43
Détention arbitraire pour contravention	2	0	3	5
Garanties de la procédure	8	3	0	11
<u>Atteintes à la liberté d'expression</u>	0	0	0	0
<u>Atteintes à la liberté d'association</u>				
Droit de libre association	1	1	1	3
Liberté de réunion	0	0	0	0
Liberté syndicale	0	0	1	1
<u>Atteintes au droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité ou son état civil</u>				
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité	0	0	0	0
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son état civil	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>92</b>	<b>71</b>	<b>59</b>	<b>222</b>

/...

Tableau 2

Plaintes contre la Police nationale civile déclarées recevables par l'ONUSAL

(1er juillet-30 septembre 1994)

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL	Police nationale civile	Allégations fondées	Droit en cause	Pourcentage
<u>Atteintes au droit à la vie</u>			9	10,3
Exécution arbitraire	8	3		
Tentative d'exécution arbitraire	0	0		
Menaces de mort	1	1		
<u>Atteintes au droit à l'intégrité de la personne</u>			28	32,2
Torture	2	1		
Mauvais traitements	13	3		
Usage excessif de la force	13	2		
<u>Atteintes au droit à la sécurité de la personne</u>			5	5,7
Disparition forcée	0	0		
Enlèvement	0	0		
Autres menaces	5	1		
<u>Atteintes aux garanties d'une procédure régulière</u>			8	9,2
<u>Garanties de la procédure</u>				
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	2	1		
Droit d'être représenté par un avocat	1	1		
Droit de ne pas subir de contrainte	0	0		
Droit de faire appel	0	0		
<u>Droit à la justice</u>				
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	5	0		
Droit à une indemnisation	0	0		
<u>Atteintes à la liberté de la personne</u>			37	42,5
Détention arbitraire	29	9		
Détention arbitraire pour contravention	2	0		
Garanties de la procédure	6	4		
<b>Total</b>	<b>87</b>	<b>26</b>		<b>100,0</b>

/...

Tableau 3

Responsables présumés cités dans les plaintes

(1er juillet-30 septembre 1994)

Responsables impliqués	Juillet	Août	Septembre	Total	Pourcentage
Police nationale	20	9	2	31	14,0
Groupes irréguliers	1	1	1	3	1,4
Non identifiés	12	11	11	34	15,3
Police municipale	4	1	3	8	3,6
Police nationale civile	32	25	27	84	37,8
Forces armées	1	4	2	7	3,2
Ministère public	0	0	0	0	0,0
Organes exécutifs	1	1	1	3	1,4
Organes judiciaires	18	13	9	40	18,0
Brigade des stupéfiants	1	1	0	2	0,9
Commission d'enquête sur les faits délictueux	0	0	0	0	0,0
FMLN	0	0	0	0	0,0
Autres	2	5	3	10	4,5
<b>Total</b>	<b>92</b>	<b>71</b>	<b>59</b>	<b>222</b>	<b>100,0</b>

Tableau 4

Plaintes déclarées recevables, par catégories de droits

(1er juillet-30 septembre 1994)

Droits ou libertés violés	Juillet	Août	Septembre	Total
(Pourcentage)				
Droit à la vie	16,30	21,13	27,12	21,52
Droit à l'intégrité de la personne	18,48	25,35	13,56	19,13
Droit à la sécurité	10,87	11,27	11,86	11,33
Garanties d'une procédure régulière	20,65	22,53	16,95	20,04
Liberté de la personne	32,61	18,31	27,12	26,01
Liberté d'expression	0,00	0,00	0,00	0,00
Liberté d'association	1,09	1,41	3,39	1,96
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité ou son état civil	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

/...

Tableau 5

## Plantes déclarées recevables par l'ONUSAL

(Août 1982-septembre 1984)

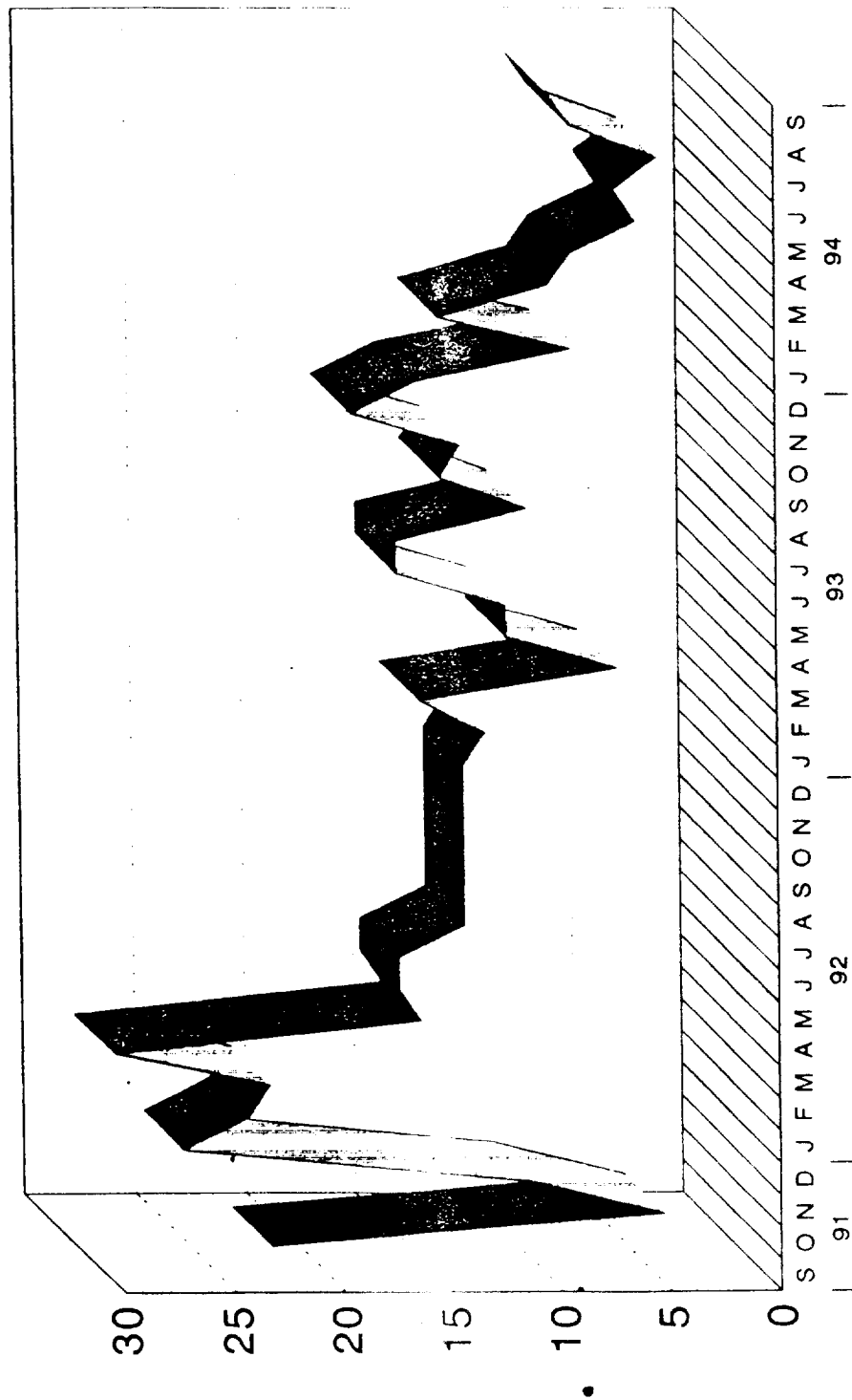
Plantes déclarées recevables par l'ONUSAL	1992	1993												1994												Total
	Total partiel Août-déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.				
<u>Atteintes au droit à la vie</u>																										
Exécution arbitraire	94	12	15	6	11	11	16	16	10	14	13	18	15	8	14	9	8	5	6	4	8	9	322			
Tentative d'exécution arbitraire	7	2	1	2	3	3	1	5	2	4	4	4	2	0	6	3	4	2	0	2	0	3	60			
Menaces de mort	157	8	19	17	11	6	9	25	17	27	7	34	11	10	22	18	19	14	8	9	7	4	459			
<u>Atteintes au droit à l'intégrité de la personne</u>																										
Torture	5	0	2	0	1	1	1	0	0	4	0	0	2	1	2	0	0	2	1	1	2	0	25			
Mauvais traitements	182	15	21	28	12	11	15	16	9	21	9	15	12	8	6	4	6	17	9	10	10	5	440			
Usage excessif de la force	3	3	4	6	7	2	5	10	6	5	1	4	5	5	5	4	3	6	1	6	6	3	100			
<u>Atteintes au droit à la sécurité de la personne</u>																										
Disparition forcée	8	0	3	0	1	0	1	0	1	1	1	1	1	1	0	1	0	0	0	1	1	0	22			
Enlèvement	25	2	0	3	2	1	0	4	5	1	0	7	1	1	3	9	4	0	2	2	2	1	75			
Autres menaces	16	8	9	14	15	14	16	16	14	14	15	22	11	11	3	20	16	5	3	7	5	6	260			
<u>Atteintes aux garanties d'une procédure régulière</u>																										
<u>Garanties de la procédure</u>																										
Droit d'être jugé par un juge compétent dans des délais raisonnables	21	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	4	3	5	5	2	0	0	1	3	2	0	48			
Droit d'être représenté par un avocat	3	8	12	2	6	4	4	5	2	3	4	0	3	1	0	0	2	0	1	2	3	0	65			
Droit de ne pas subir de contrainte	1	3	8	1	3	2	2	2	2	1	4	2	0	1	2	2	0	1	1	3	2	0	43			
Droit de faire appel	1	1	6	1	1	0	1	2	6	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25			
<u>Droit à la justice</u>																										
Obligation de l'État d'instruire et de réprimer	12	4	17	30	27	25	28	24	7	29	25	23	13	15	17	16	12	10	11	11	8	9	373			
Droit à une indemnisation	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	1	0	1	1	10			
<u>Atteintes à la liberté de la personne</u>																										
Détention arbitraire	188	16	16	10	17	31	25	18	12	24	32	15	11	5	7	7	11	14	7	20	10	13	509			
Détention arbitraire pour contravention	11	5	16	9	6	5	5	8	9	6	5	1	2	2	0	2	0	2	2	2	0	3	101			
Garanties de la procédure	40	5	4	2	2	2	11	2	3	0	4	10	3	3	1	1	5	2	5	8	3	0	116			
<u>Atteintes à la liberté d'expression</u>																										
		0	3	0	2	1	0	0	0	1	0	1	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	11			

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL	1992	1993												1994												Total
	Total partiel Août-déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.				
Atteintes à la liberté d'association	21	3	2	5	2	3	2	1	3	2	2	1	2	0	1	1	0	0	1	1	1	0	64			
Droit de libre association	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	5			
Liberté de réunion	12	1	0	0	0	3	1	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	23			
Liberté syndicale																										
Atteintes au droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité ou son état civil																										
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son identité	3	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	7			
Droit de la personne d'obtenir des documents attestant son état civil	0	0	0	2	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6			
Total	812	97	180	139	130	126	143	156	109	163	133	163	99	79	96	100	90	82	60	92	71	58	3 158			

Tableau 6

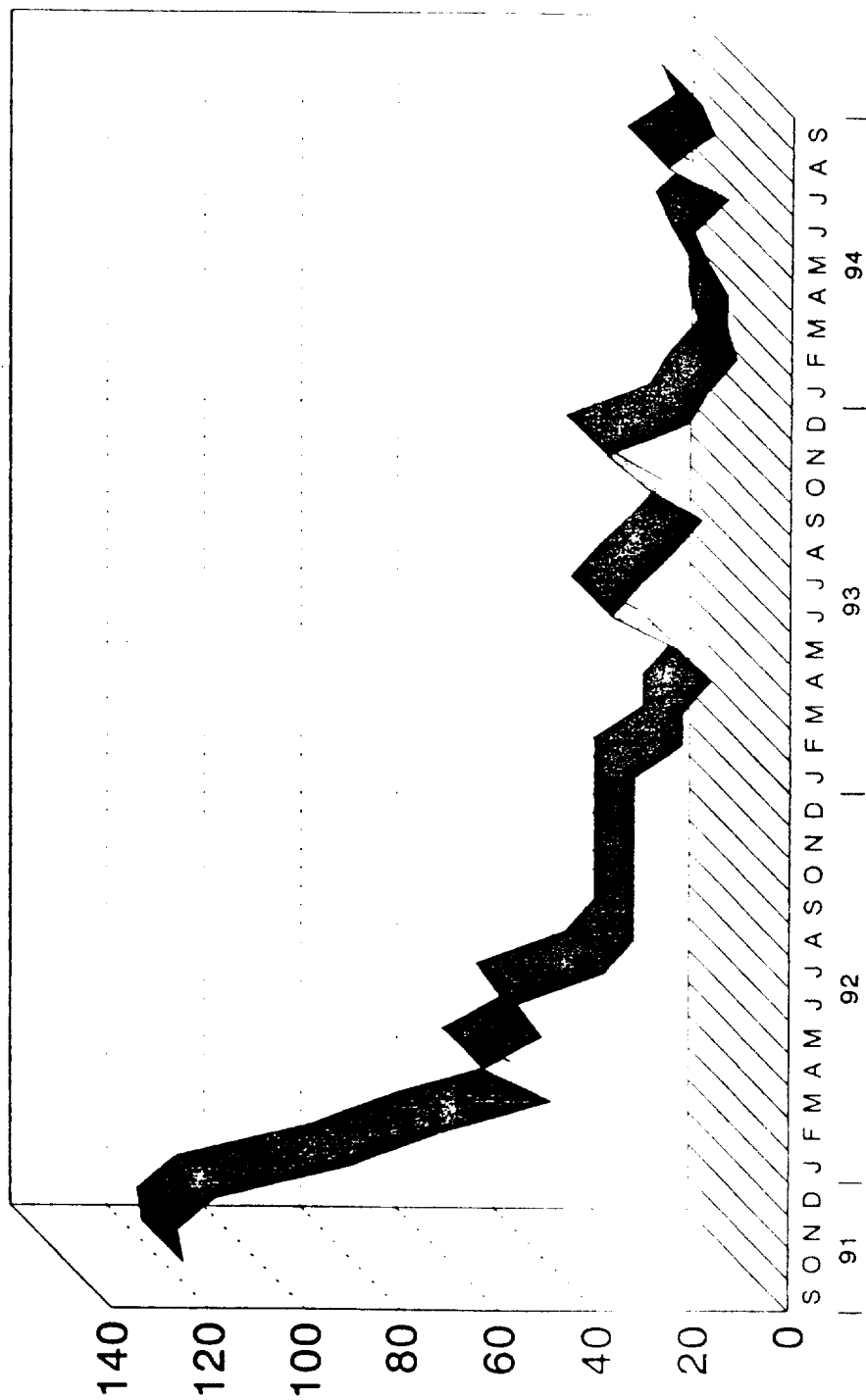
## Exécutions arbitraires

Plaintes déclarées recevables par l'ONUSAL



Septembre 1991-septembre 1994

### Tableau 7



Septembre 1991-septembre 1994



Tableau 8

Disparitions forcées

Cas de disparitions forcées en cours Groupe de travail de l'ONU (Commission des droits de l'homme) (Décennie 80)	Plaintes pour disparition forcée dont l'ONUSAL a vérifié le bien-fondé 1992-1994
2 219	0